

53e réunion du conseil d'administration du Fonds mondial

NOTRE RETOUR DE GENEVE

Avertissement : ceci est une traduction rapide fournie sur demande de nos partenaires. Nos excuses si la qualité n'est pas au niveau de nos traductions habituelles.

LE CONTEXTE D'UN CONSEIL D'ADMINISTRATION DES PLUS INHABITUELS

Ce rapport est quelque peu inhabituel pour GFAN, car il s'agit de parler d'un conseil d'administration du Fonds mondial lui-même inhabituel. En entrant dans la salle du conseil, chacun savait que le contexte immédiat laisserait une empreinte profonde sur les discussions :

- Nous sommes au cœur d'une crise financière dans le domaine de la santé mondiale, d'une ampleur qui fait écho au COVID19 (nous reviendrons sur l'ampleur de la crise plus loin dans le rapport). Le changement de la politique bilatérale américaine a disloqué un système de santé mondial construit au cours d'un quart de siècle - avec ses défauts, dont le plus évident aujourd'hui est une dépendance excessive à l'égard d'un petit nombre de programmes bilatéraux. La gravité de la situation actuelle a été soulignée tout au long de la réunion, sous le couvert partiel d'un discours diplomatique.
- Les États-Unis n'ont pas déboursé, ni ne se sont explicitement engagés à déboursier, la dernière tranche de leur promesse de don pour la 7^e reconstitution des ressources du Fonds mondial, et la proposition de budget initiale du président indique des coupes importantes dans les programmes de la santé mondiale. Cette situation, ainsi que l'incertitude entourant d'autres promesses de dons, alors que les budgets d'aide pour le développement (APD) des principaux pays donateurs se réduisent, est le contexte dans lequel il faut comprendre certaines des discussions autour de la reprogrammation et des réductions potentielles de l'enveloppe du cycle de financement actuel, GC7 (voir plus de détails ci-dessous).

Qu'est-ce que tout cela signifiait pour le conseil d'administration ? Si les discussions ont été fructueuses et ont fait apparaître un sentiment général d'alignement et de volonté de collaboration, la transparence des discussions du conseil d'administration et ses processus de fonctionnement normaux ont été affectés. Des parties plus importantes de l'ordre du jour que d'habitude ont été consacrées à des sessions à huis clos, dont l'accès n'a été autorisé qu'aux membres du conseil d'administration et à leurs suppléants (et non aux membres de leurs délégations ou aux observateurs tels que le GFAN). Cette réunion du conseil d'administration a par ailleurs comporté peu de vote (appelés "points de décision"). En dehors de l'approbation de l'ordre du jour du conseil d'administration, un seul vote a eu lieu sur la

réforme du mandat des membres du comité d'examen technique (TRP). Cette situation n'est pas tout à fait inhabituelle : certains conseil d'administration ont comporté des retraites et des sessions fermée, et ont été plus légers sur les points de décision. En particulier, un certain nombre de décisions essentielles ont été prises par le conseil d'administration en novembre 2024, ce qui explique en partie le peu de points de décision présentés cette fois-ci. Il convient toutefois de noter que les orientations fournies au Secrétariat du Fonds mondial par le conseil d'administration n'ont pas pris la forme de votes explicites, mais principalement de discussions informant généralement le travail du Secrétariat. Dans l'ensemble, cela signifie que nous - en tant que GFAN, siégeant en tant qu'observateur à l'invitation de la direction du conseil d'administration - n'avons pas autant d'informations que d'habitude sur le raisonnement qui a sous-tendu certaines décisions.

Malgré la situation, le conseil d'administration a pu avoir des discussions franches et a fourni au secrétariat des informations et des orientations claires pour guider le Fonds mondial dans cette période. GFAN a vu tout au long des discussions une volonté d'alignement et de travailler ensemble de manière constructive.

Enfin, en raison de la nature très différente des discussions et des processus au cours du conseil d'administration, et en particulier de l'absence relative de points de décision (qui sont publics et pris sur la base de documents partagés publiquement), le rapport ne sera pas en mesure d'entrer dans les détails comme il l'a fait par le passé.

LE CONTEXTE DE CETTE RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DES PLUS INHABITUELLES	1
Principales questions discutées au conseil d'administration	2
MISE À JOUR SUR LE VIH, LA TUBERCULOSE, LE PALUDISME ET LES PROGRAMMES DE RSSH	3
UNE DISCUSSION SUR L'APPROCHE DES ADAPTATIONS DES SUBVENTIONS À MI-PARCOURS	6
Commentaires du conseil d'administration sur le processus de réduction des enveloppes de financement de GC7	7
Redéfinition des priorités du programme	8
Procédure d'examen et d'approbation simplifiée des révisions de subventions	11
RÉVISION DU MANDAT DU TRP	12
TOUT LE RESTE	14
Mobilisation des ressources	14
Calendrier de gouvernance	14

PRINCIPALES QUESTIONS DISCUTEES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'ordre du jour du conseil d'administration comprend, dans l'ordre des sessions :

- Un briefing en amont du conseil d'administration sur les investissements du Fonds mondial dans des systèmes de santé résilients et durables
- Rapport du département d'éthique et déontologie
- Un rapport du groupe d'évaluation indépendant
- **Le point sur le VIH, la tuberculose, le paludisme et les programmes de RSSH**
- Une séance d'information sur le rapport annuel et l'avis sur la gestion des risques
- **Un point de discussion et de décision sur la révision du mandat du TRP**
- **Discussion sur l'approche des adaptations des subventions à mi-parcours**

Les principales discussions sont mises en évidence dans la liste ci-dessus. La discussion sur l'approche des adaptations des subventions à mi-parcours a été repoussée à la fin de la réunion du conseil d'administration afin de laisser le temps de l'aborder d'abord à huis clos, entre les membres du conseil d'administration. Par souci de concision, le présent rapport se concentrera sur les trois discussions mises en évidence dans l'ordre de l'agenda.

MISE A JOUR SUR LE VIH, LA TUBERCULOSE, LE PALUDISME ET LES PROGRAMMES DE RSSH

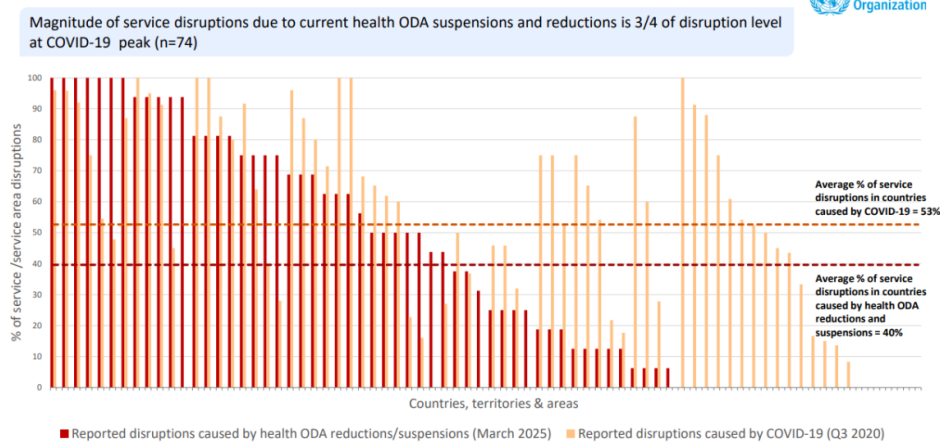
Le Secrétariat a présenté au conseil d'administration un rapport sur l'état de la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme, ainsi que sur les progrès réalisés en matière de systèmes de santé résilients et durables (RSSH). La présentation s'est concentrée sur l'impact des gels et des coupes dans les programmes bilatéraux américains, et a établi des parallèles en particulier avec les perturbations causées par la pandémie de COVID19.

La présentation a mis en évidence pour les participants les enjeux de la discussion des 3 jours du conseil d'administration, et ces enjeux peuvent être résumés par quelques graphiques :

1. La crise actuelle est d'une ampleur comparable à celle du COVID19.

The Partnership has experience with disruption during crisis – we'll need to build from agile thinking & action

Contextualizing magnitude of disruptions



While not the same context, critical lessons from C19RM can inform GF investment to preserve access to life saving services such as:

- ✓ Service and health function integration
- ✓ CHWs part of national HRH strategies
- ✓ Simplifying services to most impactful essentials

Non-exhaustive list

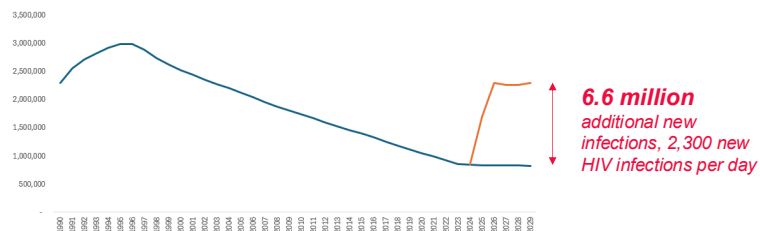
2. Les perspectives sont on ne peut plus sombres. De meilleures projections pour le VIH ont été fournies parce que les données sont plus facilement disponibles, mais il n'y a aucune raison de croire qu'elles sont moins alarmantes pour la tuberculose et le paludisme, qui étaient tous deux moins bien partis pour atteindre les objectifs de 2030 au départ.



Modeled impacts of reduced funding are creating a collective sense of urgency

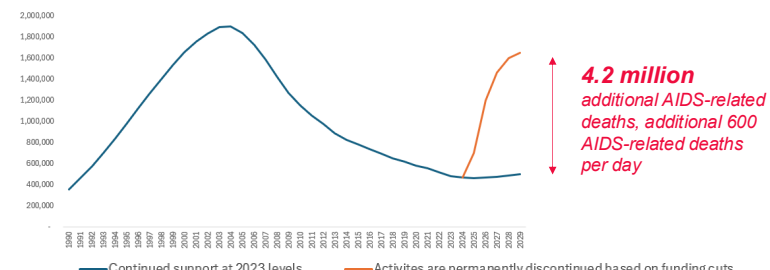
New HIV Infections & Projections

Assuming cuts in HIV funding maintained, 55 high burden countries, 1990-2029
UNAIDS, Data for Impact, April 2025*



AIDS-related Deaths & Projections

Assuming cuts in HIV funding maintained, 55 high burden countries, 1990-2029
UNAIDS, Data for Impact, April 2025*



*Source: UNAIDS estimates and projections from Avenir Health April 2025.

For more information please see: https://www.unaids.org/sites/default/files/2025-04/JC3144_Estimates_Funding_cuts_impact_En.pdf

10

Le Secrétariat, s'appuyant sur les données de l'OMS, a montré que l'impact était élevé dans tous les domaines de travail de la santé mondiale, mais que le VIH, la tuberculose et le paludisme étaient parmi les plus touchés. Dans ces domaines, les programmes bilatéraux américains ont été particulièrement importants et étroitement intégrés à d'autres programmes et systèmes de santé nationaux. L'impact est important dans l'ensemble des portefeuilles, mais inégal :

- Dans l'ensemble des portefeuilles de maladies, les programmes de lutte contre le paludisme ont été les plus durement touchés.
- D'une région à l'autre, c'est en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale que les perturbations ont été les plus graves.
- Les programmes destinés aux populations clés et vulnérables sont parmi ceux qui subissent le plus de perturbations.

Le suivi et la documentation des perturbations sont assurés par les récipiendaires principaux (PR), les CCM et les partenaires techniques dans le pays (OMS, ONUSIDA et autres).

Les intervenants ont souligné que dans ce contexte, les programmes ont dû pivoter pour assurer un accès continu - pas seulement la continuité de l'approvisionnement, mais la continuité de la prestation de services à ceux qui en ont besoin. Le Secrétariat espère que ses investissements en cours dans le RSSH et le Next Gen Market Shaping soutiendront les investissements nationaux afin de combler certaines des lacunes laissées par le financement

externe. En particulier, l'approvisionnement par l'intermédiaire de Wambo.org serait ouvert aux programmes nationaux afin de garantir l'accès à des produits moins coûteux.

Vue d'ensemble par maladie :

- **VIH**

- Les succès remportés dans la lutte contre le VIH/sida sont importants, mais fragiles, et nous voyons maintenant ce que cette fragilité signifie. Jusqu'à présent, le Secrétariat n'a signalé aucune rupture de stock nationale documentée dans les pays du Fonds mondial (bien que les problèmes de distribution créent des ruptures de stock locales), mais les projections de l'ONUSIDA prévoient un impact vraiment terrible de la baisse des niveaux de financement dans les années à venir, sur le nombre de cas et de décès.
- L'intégration : L'intégration des services de lutte contre le VIH dans le reste du système de santé est un objectif de longue date et constitue aujourd'hui une urgence. En même temps, il y a des défis évidents, et le processus est et sera difficile pour assurer l'accès à tous les services sans stigmatisation. Les défis de l'intégration ont été soulevés par plusieurs délégations tout au long du conseil d'administration - l'intégration peut être synonyme de stigmatisation et de perte d'accès pour les populations clés dans n'importe quel contexte, mais elle est particulièrement difficile là où et quand les populations clés sont criminalisées.
- Transition et durabilité : Un autre objectif de longue date qui devient urgent, mais comme l'a dit le présentateur, "la durabilité est un processus, pas un bouton", et la situation actuelle a démontré l'importance d'une approche graduelle.

- **TB**

- Les programmes de lutte contre la tuberculose ont été durement touchés dans le monde entier par la pandémie de COVID19, avec notamment un ralentissement de l'orientation des cas (c'est-à-dire lorsque des personnes atteintes de tuberculose sont découvertes et orientées vers les services de traitement et de soins disponibles). Depuis 2023, a connu une reprise rapide, avec un nombre record de cas diagnostiqués et traités. Cette reprise est aujourd'hui menacée, le nombre d'orientations étant déjà en baisse. Le partenariat Stop TB estime que plus longtemps le niveau de financement inférieur restera en place, plus les résultats seront mauvais.
- Bien qu'à l'échelle mondiale, la lutte contre la tuberculose soit en grande partie assurée par des programmes nationaux, la moyenne mondiale est tirée vers le haut par quelques pays, en particulier l'Inde, le Brésil et la Chine. Au-delà des moyennes, de nombreux pays, en particulier en Afrique, sont extrêmement dépendants des financements extérieurs, et le Fonds mondial est de loin le principal contributeur.
- Les programmes ont accéléré leur transition vers des traitements et des diagnostics plus récents, en adoptant les rayons X portables et le dépistage assisté par l'IA, des traitements plus courts et des tests moléculaires rapides.

- **Paludisme**

- Les progrès contre le paludisme dans les pays membres du Fonds mondial sont au point mort depuis 2015, en partie à cause d'un financement inadéquat et en partie à cause des pressions exercées par le changement climatique, la résistance croissante des vecteurs et des parasites et les crises politiques dans de nombreux pays à forte charge de morbidité.
- Parmi les trois maladies, le paludisme est celle qui dépend le plus des sources de financement extérieures, la PMI fournissant, jusqu'au gel, une grande partie de ce financement. Les possibilités de financement national supplémentaire dans les pays à forte charge de morbidité sont faibles, voire inexistantes.
- La modélisation réalisée par le Fonds mondial montre que le nombre de cas et de décès pourrait augmenter rapidement si la prévention et le traitement ne reviennent pas aux niveaux antérieurs.

Les partenaires techniques (ONUSIDA, OMS, Partenariat Stop TB et Partenariat RBM) ont fait de brèves remarques, alignées sur la présentation du Secrétariat. D'autres points ont été soulevés, notamment les difficultés à documenter les perturbations dans un certain nombre de pays où les systèmes de gestion et de surveillance de la santé ont été interrompus, obligeant les programmes à "voler en aveugle", et la sensibilité particulière des programmes de lutte contre le paludisme au calendrier – en raison de sa saisonnalité et de la vitesse de transmission. L'impact du gel américain et des coupes sur l'épidémie de paludisme peut déjà être ressenti, et les projections pour l'année ont déjà été révisées à la hausse pour les cas et les décès.

DISCUSSION SUR L'APPROCHE DES ADAPTATIONS DES SUBVENTIONS A MI-PARCOURS

Non prévue initialement, une discussion avec l'ensemble du conseil a été ajoutée le dernier jour sur l'approche du Secrétariat en matière de reprogrammation des subventions de l'GC7 et de quelques rares fonds restants de l'GC6, sur la base d'une lecture des résultats de la retraite du conseil qui s'est déroulée immédiatement avant le conseil. Le Secrétariat a expliqué que la reprogrammation était essentielle face à la transformation soudaine de l'écosystème mondial de la santé. L'effondrement des programmes bilatéraux américains, sans parler des inquiétudes concernant le paysage financier, nécessite une redéfinition des priorités des subventions actuelles afin qu'elles puissent s'adapter à la nouvelle réalité. Dans les pays où le Fonds mondial et les fonds bilatéraux américains étaient étroitement intégrés, des maillons essentiels de la chaîne allant du financement à l'impact pourraient avoir disparu. En outre, des interventions à fort impact prises en charge par les programmes bilatéraux américains ont pu être interrompues et devraient être priorisées et reprises par une subvention du Fonds mondial.

Dans ce contexte, au cours de cette session, le conseil d'administration a été invité à (sans voter sur un point de décision) :

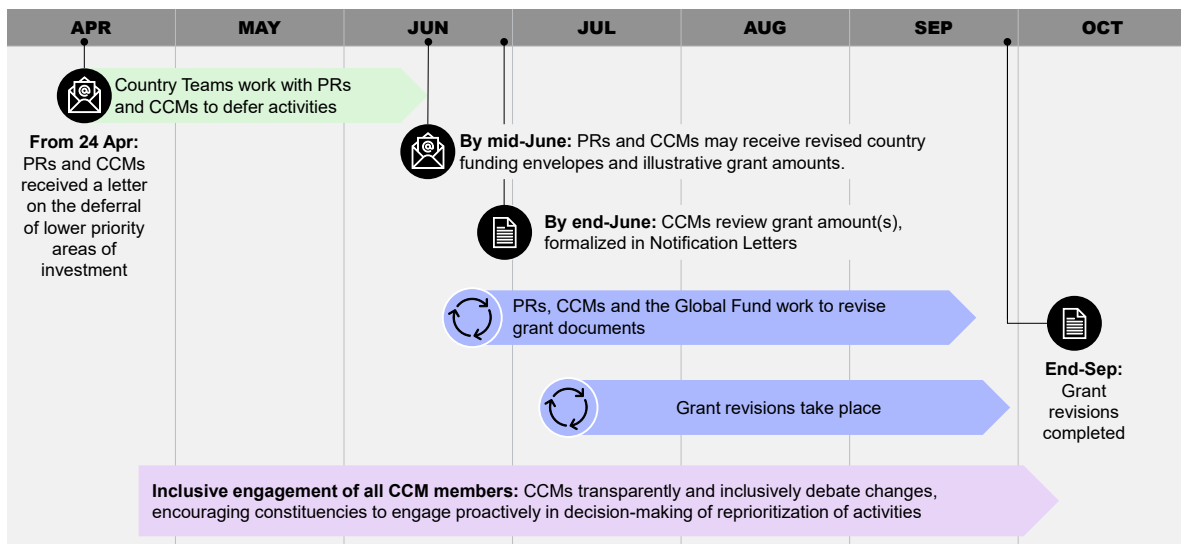
- Contribuer au processus de réduction des enveloppes de financement de GC7
- Contribuer à la redéfinition des priorités des programmes

- Contribuer à la rationalisation de la procédure d'examen et d'approbation des révisions de subventions.

Le Secrétariat a fait part de ses priorités et de ses objectifs pour le processus, notamment une reprogrammation plus simple et plus rapide des subventions, le réexamen des priorités actuelles en matière de subventions, l'inclusion de toutes les parties prenantes - à savoir les PR, les CCM, le TRP, le conseil d'administration et le Secrétariat -, la supervision du processus et la présentation de rapports transparents. Ces objectifs seraient atteints grâce à un processus en trois étapes :

1. Réduction des enveloppes de financement de l'AG7, avec des montants spécifiques à chaque subvention
2. Lancement de la repriorisation programmatique
3. Examen et approbation des décisions d'octroi de subventions

Timeline



Les présentateurs ont souligné que l'un des principaux défis consisterait à trouver un équilibre entre la rapidité et l'inclusivité du processus, car il est essentiel de redéfinir les priorités - les dépenses permanentes qui ne tiennent pas compte de l'évolution du paysage pourraient nous coûter cher, mais il en va de même pour une redéfinition unilatérale des priorités qui ne tient pas compte de la réalité du terrain ou qui exclut des groupes clés.

COMMENTAIRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LE PROCESSUS DE REDUCTION DES ENVELOPPES DE FINANCEMENT DE GC7

Le conseil d'administration s'est vu présenter quatre options possibles envisagées par le Secrétariat pour réduire les enveloppes de GC7. L'une d'entre elles, la numéro 4, a été privilégiée par le Secrétariat :

1. Ré-exécuter le modèle d'allocation sur une enveloppe réduite - ce qui entraînerait une forte réduction dans de nombreux pays, car le modèle n'est pas linéaire.

2. Réduire toutes les allocations du même pourcentage - ce qui ignorerait le fait que, dans de nombreux pays, des fonds ont déjà été engagés.
3. Affecter les montants en fonction de la redéfinition des priorités - compte tenu de l'évolution considérable du paysage financier, les budgets actuels ne fournissent que peu d'informations pour orienter la programmation essentielle.
4. *Réduire proportionnellement les fonds non exécutés*

En substance, le Secrétariat demanderait à chaque pays de réduire une certaine part des fonds qu'il n'a pas encore dépensés. Le Secrétariat a franchement reconnu que cette méthode frapperait les pays de manière inégale, les pays qui ont dépensé moins de leurs subventions de l'GC7 étant plus durement touchés, mais aussi qu'ils disposeraient alors d'enveloppes globalement plus importantes à redistribuer, de plus de temps pour s'adapter et d'une plus grande flexibilité, puisqu'ils auraient lancé moins de programmes. Le Secrétariat utilisera une formule pour obtenir un nouveau chiffre d'allocation par pays, mais adaptera ce résultat pour prendre en compte des facteurs qualitatifs - sur la même base que pour la méthodologie d'allocation.

Les intervenants se sont concentrés sur les subventions nationales, mais si des réductions ont lieu, elles affecteront également les dépenses opérationnelles (OPEX) et les investissements catalytiques (IC, y compris l'initiative stratégique, les fonds de contrepartie et les subventions multipays). Le Secrétariat a expliqué que les réductions ne suivraient pas une formule spécifique et qu'elles seraient adaptées, en s'alignant sur la stratégie, en préservant les interdépendances et en consultant les parties prenantes. Conformément aux points de décision adoptés en novembre, le comité stratégique et le conseil d'administration seront informés des modifications du financement de l'IC supérieures à 15 %.

Un certain nombre de membres du conseil d'administration, tout en approuvant globalement le choix effectué, ont mis en garde contre les réductions qui affectent injustement les subventions en fonction de leur calendrier d'exécution. Les pays ne devraient pas être pénalisés pour des chiffres d'exécution faibles s'ils reflètent des décisions alignées sur des objectifs stratégiques ou des considérations de financement - par exemple, dans le domaine de la tuberculose, de nombreuses subventions ont été reportées de l'GC6 et ont planifié l'approvisionnement pour les années 2 et 3, ce qui a faussé les chiffres d'exécution de leurs fonds.

Le Secrétariat a confirmé que l'exécution des fonds ne doit pas être confondue avec l'absorption - en fonction d'un certain nombre de facteurs tout à fait légitimes, les pays peuvent (et sont encouragés à) décider du moment où ils dépenseront leurs fonds pendant toute la durée de la subvention. Dans de nombreux cas, les pays dont les niveaux d'exécution des fonds sont actuellement faibles ne font que suivre des plans selon des calendriers différents.

REDEFINITION DES PRIORITES DU PROGRAMME

Le présentateur du Secrétariat a souligné à nouveau que, quels que soient les résultats de la conversion des promesses, une reprogrammation sera probablement nécessaire, car le paysage financier est trop différent de ce qu'il était au moment où les subventions ont été planifiées.

Le Secrétariat a préparé la redéfinition des priorités du programme en fonction de trois dimensions :

1. Définition de principes généraux sur la base de la stratégie
2. Identifier les priorités au niveau du portefeuille (HTM et RSSH), en utilisant les orientations normatives existantes, les preuves et les informations fournies par les partenaires.
3. Accompagner les pays et les communautés dans la redéfinition des priorités, en tenant compte du contexte national et du paysage financier.

Un élément essentiel de cet exercice, et au centre de la plupart des discussions avec le conseil d'administration, est l'orientation que le Secrétariat fournira aux équipes nationales, aux CCM et aux PR pour redéfinir les priorités, et qui devrait guider le processus d'examen des subventions.

Trois principes directeurs généraux ont été présentés, reflétant les orientations communiquées aux PR et aux CCM la semaine précédente concernant le ralentissement des priorités non essentielles :

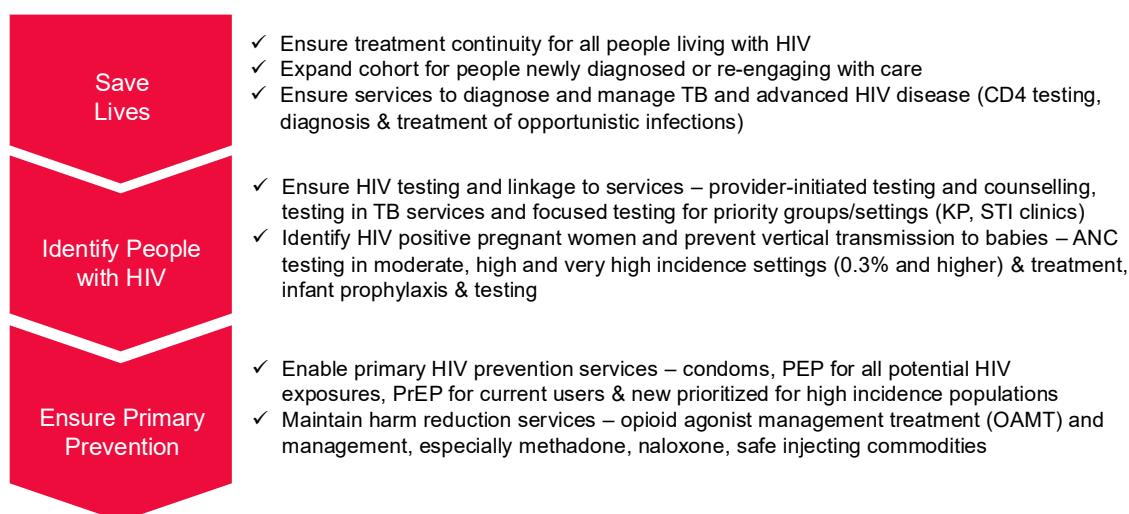
1. Préserver et permettre l'accès aux services vitaux
2. Donner la priorité aux personnes touchées de manière disproportionnée par la HTM
3. Préparer une décision éclairée au niveau national

Les présentateurs ont ensuite partagé les principes qui guideront les conseils du Secrétariat aux pays pour la reprogrammation, par portefeuille. Pour chaque portefeuille, les types d'intervention sont classés par niveau de priorité :

- Pour le VIH, la continuité du traitement, l'accès au traitement pour les personnes diagnostiquées, ainsi que le diagnostic et la gestion de la tuberculose et de la maladie à un stade avancé du VIH sont en tête de liste, puis
- Pour la tuberculose, le diagnostic et le traitement, le dépistage du VIH et l'initiation au traitement antirétroviral, ainsi que la radiographie portable et les schémas thérapeutiques plus courts doivent bénéficier de la plus haute priorité :
- Les priorités de RSSH et de CRG sont à intégrer activement dans ces priorités, et le Secrétariat a partagé son engagement à adapter son approche pays par pays. Les priorités du RSSH et du CRG doivent être activement intégrées dans ces priorités, et le Secrétariat a fait part de son engagement à adapter son approche pays par pays.

La liste complète des priorités soumises à la discussion du conseil d'administration se trouve ci-dessous pour chaque maladie.

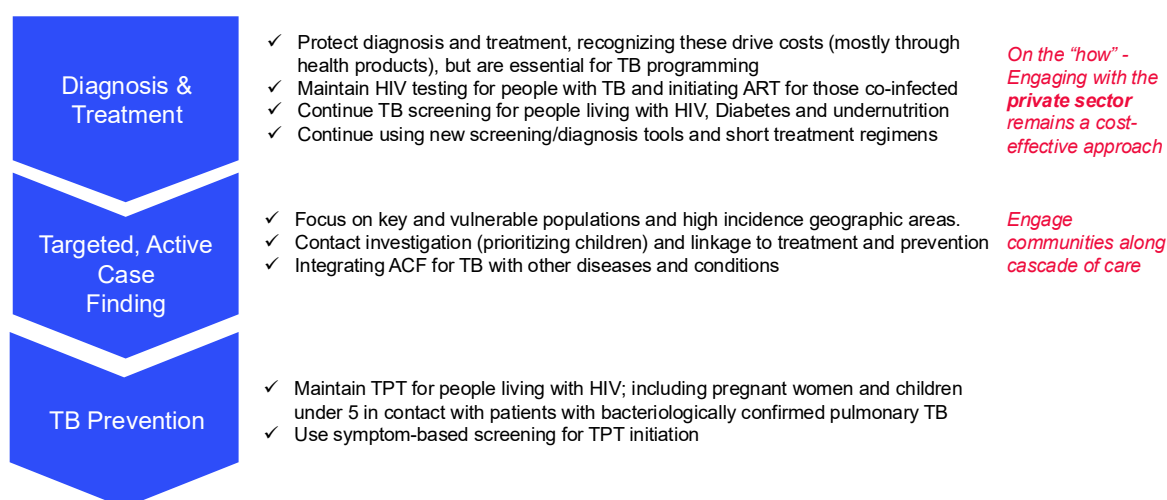
Portfolio level core priorities for HIV



Critical across all priorities - sustain human rights programs/advocacy that most impact service access, peer outreach especially for HIV prevention/testing, and safety and security; market shaping for HIV prevention

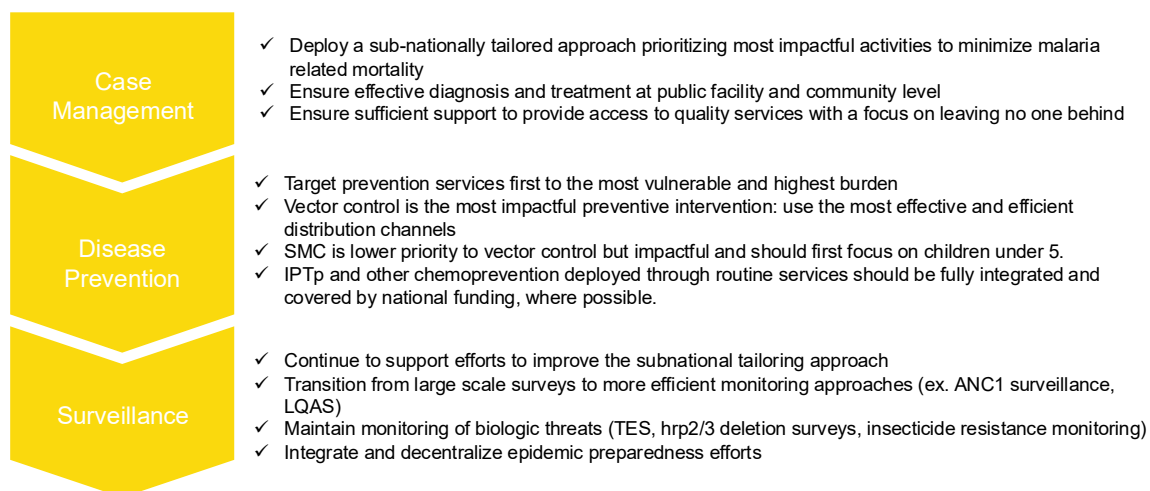
Plusieurs questions posées par les membres du conseil d'administration ont porté sur cette hiérarchisation et en particulier sur l'utilisation du terme "sauver des vies" comme critère d'évaluation - un terme qui n'a pas de définition formelle pour le Fonds mondial et qui pourrait être interprété de différentes manières au niveau national. Plusieurs membres du conseil d'administration ont notamment suggéré que la centralité de ce terme dans les orientations du Secrétariat laissait entendre que le traitement était prioritaire par rapport à tout le reste.

Portfolio level core priorities for TB



Critical across all priorities - surveillance, lab strengthening and market shaping for innovative TB diagnosis and treatment tools

Portfolio level core priorities for malaria



Critical across all priorities - HRH/CHW, supply chain, HMIS, and appropriate product selection to combat biological threats

THE GLOBAL FUND

Le Secrétariat a tenté d'apaiser ces inquiétudes, en soulignant les orientations supplémentaires au-delà du terme "sauver des vies" et en affirmant que "sauver des vies est un résultat, pas un intrant". Les intervenants ont reconnu que toutes les interventions permettent de sauver des vies dans un certain sens, en particulier avec la demande de qualité non financée (DQNF) pour GC7 qui avoisine les 6 milliards de dollars, mais que le terme restait une abréviation utile.

PROCEDURE D'EXAMEN ET D'APPROBATION SIMPLIFIEE DES REVISIONS DE SUBVENTIONS

Le présentateur a souligné que la reprogrammation n'est pas un nouveau concept pour le Fonds mondial, mais plutôt un élément de routine de ses opérations. Toutefois, elle n'est généralement pas effectuée dans le contexte de réductions de l'enveloppe, ni à une telle échelle. En outre, le temps est un facteur essentiel - il est essentiel que les dépenses soient redéfinies pour mieux s'adapter au nouveau paysage financier, mais il est également important de tenir compte du fait que les pays prépareront à nouveau leur demande de financement l'année prochaine et qu'ils ne peuvent pas consacrer des ressources excessives à la programmation au milieu d'une situation d'urgence.

Le Secrétariat a présenté un certain nombre d'options qui ont été envisagées, y compris la reprogrammation entièrement réalisée par le Secrétariat ou l'utilisation de la procédure de révision actuelle. La première option a été jugée inappropriée et en rupture avec l'engagement du Fonds mondial en faveur de l'appropriation par les pays, tandis que la seconde, malgré les efforts de rationalisation incorporés dans les processus de révision des subventions au cours des dernières années, est trop lourde pour être mise en œuvre à une telle échelle et dans un délai aussi court.

Le Secrétariat a exprimé sa préférence pour un processus de révision modifié, permettant notamment des consultations initiales du TRP et aucun examen par le TRP (à moins que les

pays n'y participent), ainsi que des garanties supplémentaires d'engagement de la CCM - appelées engagement " renforcé " de la CCM.

De nombreuses interventions des membres du conseil d'administration ont porté sur l'importance d'un engagement holistique et inclusif de la CCM, et sur les doutes quant à la possibilité d'un processus inclusif, en particulier compte tenu des contraintes de temps. Le Secrétariat a fourni un certain nombre de garanties :

- Les CCM seront autorisées à réaffecter des fonds pour organiser des consultations et apporter un soutien supplémentaire dans le cadre de la reprogrammation.
- L'engagement avec les CCM commencera tôt, afin de faciliter la programmation ; et,
- Tirant les leçons des engagements précédents, le secrétariat veillera à ce que la communication relative à la reprogrammation soit envoyée à tous les membres de la CCM, afin de limiter le cloisonnement.

Enfin, le Secrétariat a souligné qu'il comprenait que toutes les CCM n'étaient pas égales en termes de fonctionnement général et d'inclusivité, ajoutant qu'il surveillait en fait les principaux indicateurs de performance des CCM. Sur la base de ces informations, il s'est engagé à collaborer avec les équipes nationales et les PR afin d'apporter un soutien et d'assurer une surveillance plus étroite des processus des CCM plus faibles ou moins inclusives.

REVISION DU MANDAT DU TRP

Avant la réunion du conseil d'administration, le Comité stratégique s'est réuni pour discuter de la manière dont le Secrétariat devrait se préparer pour le prochain cycle de subventions 8, quel que soit le résultat de la reconstitution des ressources. Ces discussions se sont concentrées sur trois objectifs :

1. Adapter les processus de subvention en se concentrant sur la valeur et l'efficacité afin de réduire les coûts de transaction entre les responsables de la mise en œuvre, les CCM, les principales parties prenantes et le Fonds mondial.
2. Maximiser les investissements dans les plus petits portefeuilles du Fonds mondial en différenciant son mode de fonctionnement et ses activités.
3. Maintien de l'impact dans les portefeuilles à charge la plus élevée et à revenu le plus faible.

Les résultats de ces discussions ont été communiqués au conseil d'administration sous forme écrite. L'un des éléments clés était la nécessité de revoir, de simplifier et de rationaliser le "cycle de vie des subventions", c'est-à-dire, en d'autres termes, d'alléger et de raccourcir l'élaboration des demandes de financement et l'octroi des subventions. Le présentateur a souligné que ce changement répondait à une convergence de facteurs :

- L'OG8 fait suite à la reprogrammation de l'ensemble du portefeuille
- Augmentation constante du temps et du travail nécessaires à l'élaboration des demandes de financement. Le temps total consacré à l'élaboration d'une demande de

financement varie pour l'AG7 entre 9 900 et 42 000 heures, selon le type de subvention.

- L'échec relatif des tentatives précédentes de rationalisation : Les pays qui ont eu recours à la continuation des subventions, censée permettre un processus de développement plus léger pour les subventions performantes, n'ont passé que marginalement moins de temps et ont dû faire face à un examen et à une révision similaires de la part du Comité d'examen technique. Dans l'OG5, une demande de financement pour la poursuite d'une subvention comptait généralement 11 pages par composante ; dans GC7, elle en comptait en moyenne 54.
- L'amélioration relative de la qualité des investissements du Fonds mondial. L'évaluation des demandes de financement par le TRP s'est constamment améliorée depuis l'OG4 (21 % des demandes de financement jugées " médiocres " ou " très médiocres " dans l'OG4 contre 6 % dans GC7 ; 77 % des demandes de financement recommandées immédiatement par le TRP pour l'octroi de subventions dans l'OG4 contre 97 % dans GC7).

L'examen des subventions par le comité d'examen technique a été identifié comme particulièrement mûr pour une réforme, car le système est resté essentiellement inchangé depuis sa mise en place il y a plus de dix ans.

Le Secrétariat a proposé au conseil d'administration une série de changements concernant la composition du TRP et son rôle dans le cycle des subventions. Dans le cadre de son nouveau mandat, certaines subventions seraient exemptées de l'examen du TRP ou feraient l'objet d'un examen plus léger :

- Pour les subventions à fort impact et les subventions de base (95 % de l'allocation), elles feront l'objet d'un examen par le CTEP, à moins qu'elles ne soient fortement banalisées (avec plus de 75 % de banalisation) ou qu'elles aient des performances de subvention élevées avec des indicateurs globalement en bonne voie. Dans ce cas, elles peuvent faire l'objet d'une prolongation chiffrée, sans examen par le CTEP, et d'un examen ciblé par le CTEP de certaines sections de la demande de financement.
- Pour les subventions ciblées (moins de 5 % de l'allocation), seuls les portefeuilles de transition seront examinés par le TRP. Le CTEP fournira toutefois des conseils avant l'élaboration de la demande de financement.

Dans tous les cas où les pays seraient exemptés de l'examen du CTEP, le pays pourrait toujours opter pour un examen par les CCM ou le Secrétariat ; le CTEP collaborera avec le Secrétariat pour élaborer des directives sur le moment où il faut demander un tel examen.

La composition du TRP lui-même changerait également, avec un groupe d'experts plus restreint, sélectionné dans un souci de diversité. Le prochain cycle de recrutement pour le TRP aura lieu en 2028.

Les interventions des membres du conseil d'administration ont largement soutenu les projets, appréciant le travail du TRP mais reconnaissant que le processus pouvait être lourd, en particulier pour les petites subventions. Toutefois, un certain nombre de remarques plus fermes se sont opposées à la réforme, soulignant l'importance de maintenir la crédibilité - que les progrès dans la qualité des demandes de financement ont été réalisés grâce aux garde-

fous établis par le processus d'examen du TRP, et que sa suppression pourrait remettre en question la solidité technique des subventions. En outre, le fait que les critères de déclenchement de l'examen par le TRP () ne soient pas inclus dans le mandat proposé a été considéré comme problématique.

Le nouveau mandat du TRP a été proposé au conseil d'administration comme point de décision. Le point de décision est adopté avec deux abstentions.

TOUT LE RESTE

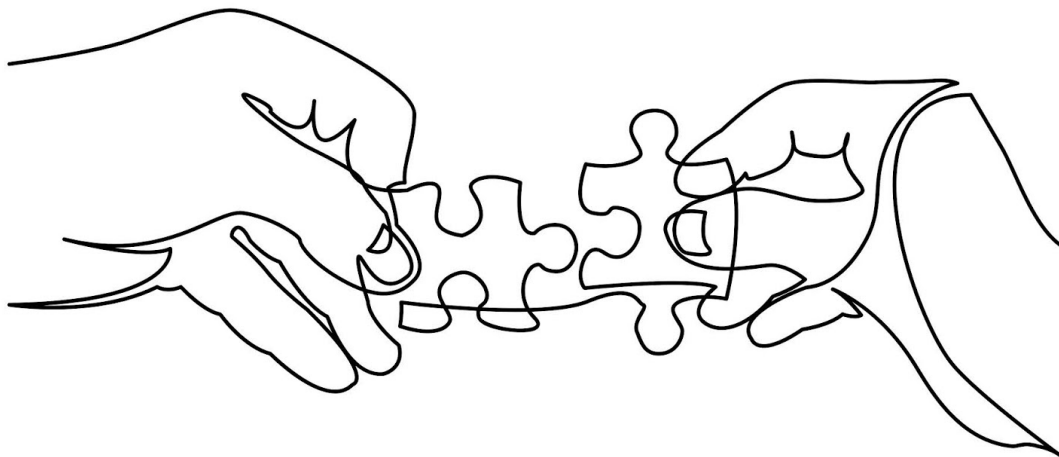
MOBILISATION DES RESSOURCES

L'équipe a célébré la première promesse de don de la 8e reconstitution des ressources, de la part de la Children's Investment Fund Foundation, qui s'élève à 150 millions de dollars, soit cinq fois plus que la promesse précédente. Une mise à jour de leurs plans pour la campagne de reconstitution des ressources a été effectuée :

- La validité du dossier d'investissement : les changements dans le paysage du financement signifient que les estimations de l'impact global seront révisées, mais les chiffres de base du retour sur investissement et de la vision commune restent les mêmes et sont valables. L'équipe de modélisation travaille sur de nouvelles estimations et les publiera dès qu'elles seront prêtes.
- La nécessité d'une campagne agile, avec plus de flexibilité que jamais, et une approche plus prudente de la visibilité, ainsi qu'une approche différente de la conférence de reconstitution des stocks, qui pourrait être moins axée sur les engagements.

CALENDRIER DE GOUVERNANCE

Les coprésidents du conseil d'administration ont annoncé la décision de déplacer la prochaine réunion du conseil d'administration à février 2026 (au lieu de novembre 2025) - cela



comprimera le calendrier d'élaboration des demandes de financement et d'octroi des subventions, car le conseil d'administration doit approuver les enveloppes avant qu'elles ne soient envoyées aux pays, mais donnera plus de temps pour que les promesses de dons arrivent, et le processus d'approbation plus léger devrait compenser le retard pris au départ.